

INITIATIVE POUR LA FORÊT DE L'AFRIQUE CENTRALE

APPUYER LES PAYS D'AFRIQUE CENTRALE À HAUT COUVERT FORESTIER À METTRE EN OEUVRE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT, LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET RÉALISER LES ENGAGEMENTS BIODIVERSITÉ DU CADRE POST-2020

Une initiative de partenariats qui rassemble

- **des bailleurs:** Allemagne (présidence), France, Norvège, Pays-Bas, Union européenne et République de Corée
- **des pays partenaires:** République centrafricaine, République du Cameroun, République du Congo, République démocratique du Congo (RDC), République gabonaise, et République de Guinée équatoriale
- **des partenaires de mise en oeuvre:** AFD, Banque mondiale, ENABEL, FAO, GIZ, JICA, PNUD, ONU-Habitat, UNCDF, UNFPA et UNOPS.

Pourquoi l'Afrique centrale ?

Le changement climatique et la perte de biodiversité sont les plus grands défis de notre époque. Aucun autre phénomène n'a le potentiel de transformer notre planète aussi profondément.

Les forêts tropicales stockent et absorbent le carbone, et, bien qu'elles n'occupent que 6% de la surface de la planète, contiennent la moitié de sa biodiversité terrestre. Elles sont les seuls écosystèmes aptes à contrer les crises du climat et de la biodiversité que nous traversons. Les forêts sont aussi vitales pour les personnes qui y vivent ou en dépendent.

L'Afrique centrale est l'une des dernières régions au monde qui absorbent plus de carbone qu'elle n'en émettent. Sa forêt tropicale est la deuxième plus vaste au monde. Elle absorbe près de 1.5 milliards de tonnes de CO₂ par an, soit 4% des émissions mondiales annuelles. Elle arbore plus de 10 000 espèces de plantes et d'animaux. Elle est source de nutrition, d'énergie, d'habitat et de spiritualité pour plus de 40 millions de personnes, dans des pays aux indices de développement humain parmi les plus bas, et dont certains comprennent des zones de conflit.

www.cafi.org

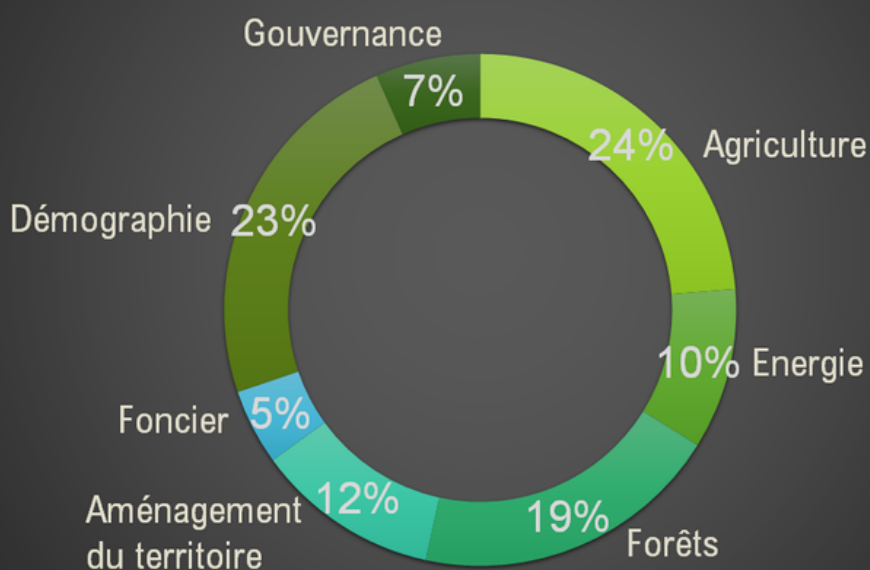


Notre travail

En 2015, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, une coalition de bailleurs et de pays partenaires créait l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), dans le but de réduire la déforestation et la dégradation des forêts. CAFI est à la fois un **fonds fiduciaire qui effectue des investissements sur le terrain** et une **plateforme de négociations politiques** pour un dialogue avec le plus haut niveau.

Ses objectifs pour le climat, la biodiversité et le développement seront atteints via la mise en oeuvre de **cadres nationaux d'investissement (CNI) qui découplent le développement de la déforestation**. Ces transformations socio-économiques doivent découler de mesures qui visent tout autant les moteurs directs de déforestation (agriculture, bois-énergie, foresterie et infrastructure /mines) que les moteurs indirects tels que l'absence d'aménagement du territoire, les régimes fonciers incertains, la faible gouvernance et la rapide croissance démographique.

CAFI - Investissements cumulatifs par effet au 9 novembre 2020



Notre portefeuille

- **RDC** : 17 programmes actifs couvrant 8 secteurs, pour un total de 215 million de dollars US (\$ US)
- **Gabon** : 3 programmes actifs sur 4 secteurs (30 million \$ US), et 150 millions dans la pipeline
- **République du Congo** : 2 dons préparatoires clôturés et 9 programmes pour 65 million \$ US dans la pipeline
- **République centrafricaine** : don préparatoire clôturé, études de faisabilité et appui à la coordination intersectorielle en cours
- **Cameroun et Guinée équatoriale** : dons préparatoires pour développer les CNI
- **Régional** : étude sur les tendances et les moteurs dans la région d'Afrique centrale

Statut du Fonds CAFI

493 millions \$ US engagés
202 millions \$ US décaissés
27 programmes financés

Nos succès

Accord historique entre le Gabon et CAFI de 150 millions de dollars pour des paiements basés sur les résultats en termes de réductions d'émissions. Le premier paiement est attendu en 2021.

Signature par les Présidents Macron (France pour la présidence de CAFI) et Sassou (République du Congo) d'un accord de partenariat de 65 millions de dollars.

Il est attendu que les programmes en cours en République démocratique du Congo, qui couvrent 8 secteurs, réduisent les émissions de CO2 d'au moins 45 millions de tonnes et améliorent les conditions de vie de millions de personnes.